



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



07253 - F



Distr. LIMITEE

ID/WG.234/14
22 novembre 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Groupe intergouvernemental d'experts sur
l'industrialisation des pays les moins avancés

Point 1 de l'ordre du jour

Point 1 de l'ordre du jour

LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN ETHIOPIE^{1/}

par

Marga Afeta et Kibret Mangistu

^{1/} Les opinions exprimées par les auteurs ne représentent pas nécessairement les vues officielles de leur Gouvernement ou des institutions qui les emploient.

14.76-6361

We regret that some of the pages in the microfiche copy of this report may not be up to the proper quality standards, even though the best possible copy was used for preparing the master fiche.

I. Situation générale

L'agriculture joue un rôle prédominant dans l'économie éthiopienne, tant par sa contribution au PIB que par le pourcentage de la population qu'elle fait vivre. Malgré son importance, cependant, cette agriculture est limitée dans sa croissance et dans son dynamisme, et cette limitation affecte à son tour la croissance et le développement de tous les autres secteurs.

La part de l'industrie dans le PIB est modeste. En revanche, si l'on en juge par son taux de croissance, ce secteur est un des plus dynamiques de l'économie, avec un taux moyen de croissance de 8 % par an pour la production réelle pendant le troisième plan quinquennal, c'est-à-dire entre 1967/68 et 1973/74. Ce secteur a donc contribué à la croissance générale de l'économie. Cependant, l'emploi y a augmenté beaucoup plus lentement (3,6 % par an entre 1966/67 et 1972/73), malgré une augmentation des débouchés dans le secteur des biens primaires due à l'accroissement de la demande des entreprises industrielles. Parmi les usines qui ont été construites, surtout au cours des dernières années, beaucoup dépendent étroitement des importations de matières premières, et leur survie économique exige une protection renforcée. Malgré la rareté des informations sur les petites entreprises, il semble que le développement de la production y suive un rythme très inférieur. Jusqu'à présent, cette catégorie d'entreprises n'a bénéficié que d'un soutien organisé très limité.

L'Ethiopie a appliqué successivement trois plans quinquennaux de développement. Mais la nature de la propriété des moyens de production et l'absence de volonté politique de réaliser les objectifs fixés, ainsi que toutes les contraintes économiques et sociales associées à ces deux problèmes, ont limité et ralenti l'évolution de l'économie en général, et de l'industrie en particulier.

On peut affirmer hardiment que le développement et les taux de croissance réalisés jusqu'à présent, quels qu'ils fussent, ont été atteints en grande partie malgré le plan.

Le dernier plan mis en application est le troisième plan quinquennal, portant sur la période 1968-1974. Ce plan prévoyait sept objectifs qualitatifs pour le secteur industriel de la grande entreprise :

- i) Encourager la transformation des matières premières locales existantes.
En gros, cet objectif a été atteint, quoique la métallurgie et l'industrie chimique continuent à dépendre des importations;
- ii) Continuer à encourager les industries de remplacement des importations.
Cet objectif a également été réalisé : la plupart des industries nouvelles ont été orientées vers les productions de remplacement des importations, et la politique douanière du pays a été adaptée en conséquence;
- iii) Fournir aux agriculteurs des équipements, des approvisionnements et des biens de consommation à bas prix. En ce qui concerne les biens de consommation, cet objectif a été atteint, quoique de façon très limitée et très coûteuse; pour l'équipement et les autres approvisionnements, l'échec a été complet. L'usine d'engrais qui était prévue ne s'est pas matérialisée, et les objets fabriqués par l'usine d'outils métalliques, trop coûteux à la production et par conséquent sur le marché, n'ont pas pu être mis au service des agriculteurs;
- iv) Aménager de nouveaux centres de croissance urbaine (en plus des zones industrielles déjà installées à Asmara, Addis-Abéba et Dire Dawa) pouvant fournir des débouchés à la main-d'oeuvre locale grâce aux industries manufacturières et de transformation. Cet objectif a totalement échoué, faute de politique gouvernementale d'appui au processus d'urbanisation;
- v) Fournir un effort particulier en faveur des industries ayant un effet stimulant sur les autres secteurs grâce aux relations industrielles verticales. Les exemples d'entraînement en aval dans le pays sont rares et d'une importance limitée. Pour ce qui est des entraînements en amont, on peut citer le développement de l'industrie des produits alimentaires, de l'industrie du textile et de celle du cuir, qui a eu un effet stimulant non négligeable sur la croissance de la production agricole en tant qu'élément de production du secteur manufacturier;
- vi) Encourager l'emploi des ressources nationales, notamment l'abondante main-d'oeuvre non spécialisée, et freiner le recours aux ressources importées. Rien n'a été fait pour offrir des stimulants particuliers aux entreprises pouvant utiliser une main-d'oeuvre non qualifiée. La structure

des impôts et des taux de change exerce même une influence contraire à cet objectif, en rendant la main-d'oeuvre relativement plus onéreuse que les machines et les équipements. Ce domaine est l'un de ceux où le troisième plan quinquennal, comme les plans précédents, a totalement échoué;

vii) Déceler les causes des capacités excédentaires dans beaucoup des usines du pays, et prendre les mesures voulues pour mieux utiliser les capacités. Quelques efforts ont été tentés dans cette direction, mais l'étude entreprise n'était ni assez détaillée ni assez complète pour parvenir à des recommandations concluantes.

En plus des objectifs qualitatifs énumérés ci-dessus, le troisième plan quinquennal prévoyait des objectifs quantitatifs pour le secteur industriel. Pour la valeur brute de la production, un objectif de 700 millions de dollars éthiopiens à prix constants était fixé pour 1974 (c'est-à-dire pour la fin du plan); les résultats obtenus, calculés aux prix courants du marché, ont été de 844 millions de dollars éthiopiens. En ce qui concerne la valeur ajoutée, il s'en faut de beaucoup que le plan ait été réalisé, puisque le pays n'a atteint qu'un chiffre de 245 millions de dollars éthiopiens aux prix courants, pour un objectif de 280 millions de dollars éthiopiens en prix constants.

Pour le taux de croissance annuel du secteur industriel, l'objectif (dans le plan révisé 1967/68-1973/74) était de 12,3 %. Le résultat obtenu n'a été que de 8 %. Cet échec partiel s'explique par l'insuffisance des ressources en capitaux tant pour les nouvelles que pour les anciennes entreprises, et par l'absence d'entrepreneurs capables d'appliquer de meilleures méthodes de production et de commercialisation qui renforceraient la productivité des investissements déjà consentis. Pour les investissements bruts en capital fixe, le chiffre prévu pour la période quinquennale était de 515 millions de dollars; le chiffre réalisé n'a pas dépassé 230,1 millions de dollars, soit 45 % de l'objectif aux prix constants de 1968.

Dans le domaine de l'emploi, les résultats du secteur industriel ont été modestes : 60 000 emplois pour un objectif de 110 000. Cependant, le nombre d'emplois ayant augmenté de 3,6 % par an et la valeur ajoutée de 8 %, on peut dire que la productivité de la main-d'oeuvre a augmenté. Au chapitre de la productivité de la main-d'oeuvre, les prévisions du plan ont donc été dépassées de 1,1 %.

Enfin, il était prévu que les exportations industrielles atteindraient 60 millions de dollars à la fin du plan. La valeur de ces exportations était de 40 millions de dollars en 1974, compte tenu d'une augmentation générale des prix à l'exportation de 77 %.

Pour conclure, on peut dire que la fin du troisième plan quinquennal a été marquée dans le secteur industriel, non seulement par une complète absence de progrès, mais par une baisse de la production due aux excès de la politique de remplacement des importations, à l'insuffisance des investissements, à des barrières douanières trop élevées renchérissant les articles produits et vendus localement, à une dépendance trop étroite à l'égard des importations de matières premières, à l'insuffisance des efforts tendant à faire occuper par des Ethiopiens compétents les postes de responsabilité dans les firmes étrangères, etc. L'échec des trois plans quinquennaux successifs a fait apparaître un certain nombre de problèmes -- chômage, pauvreté des masses, famine, taux d'analphabétisme élevé, pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et de personnel directeur, machines vétustes tombant fréquemment en panne et pour lesquelles il n'est plus fabriqué de pièces de rechange, rareté des ressources financières, médiocrité de l'infrastructure - qui ont tous contribué à provoquer la révolution actuelle.

Bien que certains objectifs qualitatifs n'aient existé que sur le papier et n'aient pas été réalisés au cours des trois plans quinquennaux, il est certain que plusieurs d'entre ces objectifs - relations industrielles verticales, emploi effectif des matières premières locales, utilisation des capacités excédentaires, etc. - correspondaient aux besoins à long terme du pays et devront être réalisés dans les plans à venir. Par ailleurs, le fiasco de la politique économique de l'ancien régime et les déficiences fondamentales de l'administration ont rendu nécessaires d'importantes modifications dans la structure institutionnelle afin de pouvoir intensifier l'investissement, améliorer les taux de croissance, répartir équitablement le revenu national, etc. Il a fallu pour cela prendre des mesures intéressant la politique économique et sociale, les questions d'organisation, de législation, etc. C'est ainsi qu'on a procédé à la nationalisation des terres et des logements, des industries clefs, de plusieurs grandes maisons de transport, banques et compagnies d'assurance.

Le secteur industriel comprend un autre domaine : celui de l'artisanat. A cet égard, les principaux objectifs du troisième plan quinquennal portaient sur l'augmentation de la productivité grâce à diverses formes d'assistance technique, la promotion des organisations coopératives, l'amélioration de la commercialisation et l'extension du crédit.

Une évaluation générale des résultats obtenus dans ce sous-secteur montre que le taux de croissance a dépassé les prévisions. Cependant, la rareté des données concernant les investissements, l'emploi et la production, qui a rendu difficile la planification de ce sous-secteur, interdit également toute estimation concluante. Les modifications prévues au niveau des institutions et des organisations ont été des échecs quasi complets.

Il faut tenir compte du fait que certains objectifs et certaines difficultés du secteur industriel ont un caractère plus ou moins permanent. Le troisième plan quinquennal en a hérité des premier et deuxième plans, et il est possible que les futurs plans en héritent du troisième. On s'efforcera donc dans les pages qui suivent d'examiner certains problèmes généraux qui ont fait obstacle à la croissance industrielle dans le passé, c'est-à-dire essentiellement pendant l'époque prérévolutionnaire. On passera également en revue certains des problèmes auxquels se heurte actuellement l'exploitation industrielle en Ethiopie.

II. Problèmes particuliers de l'industrialisation

L'un des principaux problèmes de l'industrialisation tient à l'absence d'un plan concret de développement, tant au niveau général que sectoriel. Jusqu'à une date toute récente, les moyens de production industrielle étaient la propriété d'un petit nombre de capitalistes éthiopiens et d'investisseurs étrangers, de sorte que les décisions relatives aux productions et aux investissements, à leur choix et à l'orientation à leur donner, n'avaient pas pour but de provoquer une croissance dynamique de l'industrie nationale ou la création de relations intersectorielles, et n'étaient prises que pour amasser des profits exorbitants. La propriété privée dans l'industrie ne permet aucune orientation et aucun contrôle effectif, ni pour le développement du secteur industriel lui-même, ni pour son impact sur les autres secteurs. Aussi les investissements se concentraient-ils sur quelques sous-secteurs lucratifs tels que les produits alimentaires, les boissons et les textiles.

Il n'y a pas eu jusqu'à présent de politique ni d'objectif définis concernant le rôle de l'industrie et ses contributions possibles à l'économie, par exemple dans le domaine de l'emploi. C'est ainsi que les capitaux investis dans le secteur industriel l'ont été en fonction des bénéfices attendus par l'investisseur, aux dépens même des créations d'emplois. Cet état de choses était dû principalement à la structure de l'impôt, des taxes et des taux de change, qui rendaient les machines et les équipements importés relativement moins chers que la main-d'œuvre.

Il y a un autre problème, dû notamment aux causes énumérées ci-dessus (taxes, taux de change, etc.) ainsi qu'à l'absence d'une politique déterminée sur l'interdépendance des secteurs agricole et industriel : c'est que l'exploitation de nombreuses entreprises industrielles dépend étroitement des importations de matières premières et de biens intermédiaires. Cette dépendance s'étend aux pièces de rechange et autres éléments de production analogues, de sorte qu'il n'a pas été possible de provoquer un développement industriel autonome et soutenu, libéré des contraintes résultant des prix de ces éléments de production et de leur approvisionnement. L'évolution actuelle de l'agriculture se poursuit sans qu'il soit tenu compte des besoins du secteur industriel, et cette absence de politique sur les transferts de ressources intersectoriels a privé l'industrie des avantages qui auraient résulté d'un approvisionnement peu coûteux et régulier en éléments de production.

Un autre problème de politique générale tient à l'absence d'un cadre de référence pour l'établissement, l'évaluation et l'exécution des projets, qui permettrait de déterminer les priorités nécessaires pour susciter les investissements publics ou privés. Il n'existe pas davantage de politique arrêtée pour le choix des techniques à adopter en vue des divers projets et programmes de chaque secteur. En conséquence, le secteur de la petite entreprise a été négligé, malgré les possibilités qu'il recèle en ce qui concerne les créations d'emplois, la répartition des revenus, la limitation des importations de capitaux et des besoins en technologie, l'emploi de la main-d'œuvre et des ressources locales, etc.

Il convient de souligner que, pour développer le secteur de la petite entreprise comme celui de l'industrie moderne, des techniques appropriées doivent être mises au point et appliquées au processus de production. Or, à l'heure actuelle, les techniques employées sont mal choisies et d'un faible rendement (par rapport aux techniques utilisées

dans les industries correspondantes d'autres pays). L'importance des techniques appropriées ne doit pas être appréciée seulement du point de vue du rendement, et de ses conséquences sur les coûts unitaires, mais aussi du point de vue de la dotation en facteurs de production et du dosage de ces facteurs.

Le problème de la main-d'oeuvre qualifiée est d'une extrême importance, car il affecte toute une série d'activités allant de l'élaboration des projets à leur réalisation. Les cadres directeurs et les analystes financiers sont en nombre très insuffisant, d'où toutes sortes de problèmes de direction et de gestion financière. Les études de réalisation, les études techniques, l'établissement des spécifications, la supervision des travaux de construction et d'installations sont aux mains de personnels étrangers. Cet état de choses aboutit à un renchérissement des projets industriels, sans parler du fait que les installations conçues et mises en place par les étrangers utilisent souvent des machines et des techniques d'origine étrangère n'ayant que peu de rapport, sinon aucun, avec les besoins de l'économie nationale. Ainsi se perpétue la dépendance à l'égard des pays développés pour l'industrialisation, dépendance qui retarde à son tour le développement d'une industrie d'inspiration locale et intégrée.

Non moins important est le problème des capacités minimums qui s'oppose au développement de certaines industries locales et à effet d'entraînement comme la sidérurgie, ainsi que d'industries chimiques stratégiques telles que l'industrie des engrais, l'industrie pétrochimique, etc. Les réalités économiques et technologiques rendent impossible dans ces sous-secteurs l'exploitation d'entreprises inférieures à une certaine capacité minimum. Le problème est ici qu'étant donné l'étroitesse du marché, les investissements nécessaires à ce type d'industrie ne sont pas rentables. C'est ce qui a limité jusqu'à présent l'approvisionnement du marché intérieur en produits mécaniques, en machines agricoles, en matériel électrique et autres éléments de production stratégiques, à des prix raisonnables et en quantité voulue.

La faiblesse de l'épargne intérieure est encore un autre facteur à prendre en considération. Certains projets industriels ne disposent pas des ressources nécessaires pour financer les dépenses d'équipement et les dépenses renouvelables (personnel et consultants étrangers qualifiés, et autres frais d'exploitation). Ce manque de ressources a souvent été la cause de délais dans la mise en oeuvre des projets et de retards dans

leur réalisation. Cependant, le contrôle des changes présente un problème encore plus grave, explicable par l'importance donnée naguère aux industries de remplacement des importations, aux dépens des industries orientées vers l'exportation. Il est vrai que cette stratégie a aidé à redresser la balance des paiements grâce aux économies en devises, cependant, les principales possibilités de remplacement des importations sont maintenant épuisées. La nécessité d'acquiescer grâce aux exportations suffisamment de devises pour financer l'importation des moyens de production essentiels, reste donc intacte.

A propos des problèmes mentionnés ci-dessus, il faut aussi faire état de l'opinion, courante dans certains milieux, selon laquelle les problèmes de l'épargne intérieure et des devises étrangères ne seraient pas des obstacles à l'industrialisation de l'Ethiopie. Une telle simplification est excessive. Ce qu'on peut dire, c'est que ces problèmes ne sont pas les obstacles majeurs à l'industrialisation, ce qui n'est pas la même chose. On connaît en effet des exemples où, bien que les investissements nécessaires aient été faits, les projets prévus ne se sont jamais réalisés. Ceci prouve une faible capacité d'absorption des investissements qui se traduit par un manque de projets bien conçus, par la rareté des ressources locales même en cas d'investissement étranger, par des goulots d'étranglement administratifs et par des problèmes d'exécution.

Après cette description des problèmes généraux qui ont handicapé le secteur industriel dans le passé, examinons très brièvement certains problèmes actuels et quotidiens qui se posent dans ce secteur. D'abord, vient la pénurie de personnel qualifié, que ce soit du niveau des études ou de l'exploitation; puis, les problèmes d'organisation dus aux doubles emplois, surtout en matière de politique industrielle, qui sont une cause de difficultés dans l'exécution des projets et dans la prise des décisions. A ceci s'ajoutent les problèmes institutionnels de la création au petit bonheur d'entreprises aux fonctions mal définies et qui s'ignorent réciproquement, au lieu d'avoir entre elles les relations et les liens qui s'imposeraient, causant ainsi des doubles emplois administratifs, avec tous les frais habituels. On peut citer ensuite le problème du coût élevé des investissements dû, entre autres raisons, à l'augmentation des prix des équipements importés qui, combinée avec d'autres

facteurs tels que l'insuffisance des infrastructures matérielles, humaines, financières et autres, fait des entreprises éthiopiennes des producteurs "chers". Les industries actuelles, existantes ou en projet, souffrent de délais de réalisation et de prolongations injustifiées de la période de gestation. Les retards dans le commencement des opérations de construction, en particulier, s'expliquent par la grave pénurie d'entrepreneurs spécialisés et par les défaillances administratives, notamment la longueur des formalités douanières et portuaires. Enfin, viennent les problèmes résultant de la cherté des pièces détachées, des matières premières et des moyens de production intermédiaires, pour lesquels il faut encore avoir recours aux importations. A ce propos, il faut aussi mentionner le manque de bonne volonté des importateurs qui ne fournissent pas toujours ces moyens de production en temps voulu, en quantité requise et avec la régularité souhaitable.

III. Faits nouveaux sur le front intérieur

Avec la victoire historique de la révolution 1966*, l'Ethiopie est entrée dans une ère nouvelle, condition de l'édification d'une économie nationale libre. L'Ethiopie s'est proclamée Etat socialiste, donnant ainsi un coup fatal au vieux système féodal et à ses contraintes. Le petit secteur capitaliste, dans l'industrie comme dans les autres secteurs de l'économie, a cessé d'être un terrain propice à l'exploitation impérialiste. Pour mettre en oeuvre les modifications nécessaires dans le domaine économique et social, le pays a entrepris sa Révolution démocratique nationale. Dans l'industrie, les principales unités de production et de distribution ont été nationalisées, ainsi que les intermédiaires financiers, les banques et les compagnies d'assurance. Cette importante décision était indispensable au développement planifié du secteur industriel. Cependant, on ne saurait faire coexister une industrie prospère avec une agriculture retardataire. Compte tenu des besoins des masses opprimées ainsi que de la nécessité de développer les forces productives et les relations de production dans l'agriculture, les terres arables ont donc été nationalisées et mises gratuitement à la disposition du peuple. Grâce à ces mesures préparatoires fondamentales, il est permis d'espérer que l'industrie se développera de façon accélérée et dans la direction voulue. En outre, l'interdépendance souvent réclamée entre l'agriculture et l'industrie (ainsi que d'autres secteurs) sera plus facilement réalisée.

* Calendrier éthiopien

Il va de soi que le développement de l'industrie ne dépend pas seulement des forces propres à ce secteur, ou même aux secteurs industriel et agricole, mais aussi des activités, variables, programmes, politiques, etc., des autres secteurs économiques et des autres sphères sociales. Compte dûment tenu de ces facteurs, l'Ethiopie s'est engagée dans un effort irrévocable et déterminé, sur la base du principe novateur de l'autonomie économique, pour créer et pour mettre à la disposition de son économie, grâce au programme minimum de la révolution démocratique nationale, la main-d'oeuvre, les ressources financières, l'infrastructure et les autres éléments nécessaires pour parvenir à un développement soutenu, dynamique et diversifié de l'industrie, y compris le sous-secteur de la petite entreprise.

IV. Assistance extérieure nécessaire

On a tenté ci-dessus de décrire à grands traits les mesures récemment adoptées par le Gouvernement pour donner une nouvelle impulsion au processus d'industrialisation et à l'économie dans son ensemble. Les efforts internes sont en effet d'une importance essentielle dans les tentatives nationales, de quelque nature qu'elles soient, pour édifier une économie forte et libre. Cependant, compte tenu des réalités objectives et du fait que l'économie éthiopienne est affligée de tous les symptômes d'un sous-développement accentué - chômage, pauvreté des masses, famine, analphabétisme, manque de main-d'oeuvre qualifiée, rareté des ressources financières, médiocrité de l'infrastructure, etc. - il est hors de question que le pays puisse à lui seul assumer l'effort de développement nécessaire et triompher des obstacles du retard économique. Il importe donc de mobiliser les ressources extérieures d'assistance financière et technique aux meilleures conditions possibles (le mot "conditions" étant pris ici dans son acception la plus large, c'est-à-dire comme englobant les conditions politiques, économiques et sociales) afin d'y trouver le complément stratégique indispensable aux ressources et aux efforts nationaux. Il est à noter toutefois que cette assistance extérieure n'est qu'un substitut temporaire pour les ressources nationales, étant donné l'objectif ultime d'autonomie économique poursuivi par le pays.

Ceci étant, voyons quelques-unes des activités et des mesures spéciales que pourraient adopter les organisations d'assistance internationale, bilatérale ou multilatérale, pour aider les pays les moins avancés (tels que l'Ethiopie) à accélérer leur industrialisation selon leurs besoins :

- i) Une assistance technique et financière devrait être fournie aux pays les moins avancés pour les aider à établir les politiques et les plans voulus pour une industrialisation plus rapide. Ces politiques tendraient en particulier à la création d'industries de base formant l'assise industrielle de l'économie. L'accent y serait mis sur les projets industriels créateurs de moyens de production, générateurs de relations intersectorielles et interrégionales et ayant un effet multiplicateur maximum, comme par exemple les projets d'infrastructure industrielle.
- ii) Un programme spécial d'assistance accélérée devrait être élaboré pour le développement des industries rurales permettant une meilleure utilisation des ressources locales, et pour la mise au point des techniques appropriées.
- iii) Un appui soutenu devrait être octroyé aux pays les moins avancés pour remédier au manque de personnel de consultation et d'exploitation au niveau des cadres supérieurs et des cadres moyens, grâce à des programmes de formation dans le pays, à des bourses de perfectionnement, à des séminaires, etc.
- iv) Les pays donateurs d'une assistance bilatérale ou multilatérale devraient coordonner et programmer en commun leur aide aux pays les moins avancés afin de tendre à un impact maximum sur le développement du secteur industriel, au lieu de poursuivre la pratique actuelle consistant à disséminer l'assistance sur toutes sortes d'activités.

Pour ce qui est des mesures spéciales, les organisations et institutions donatrices devraient :

- i) Contribuer aux études et enquêtes nécessaires pour enrichir l'information nationale sur les ressources disponibles, les possibilités de projets, la capacité d'absorption, l'identification des goulots d'étranglement, etc. Il conviendrait également d'étudier les ressources nécessaires à l'élaboration des projets, y compris l'importance, le rôle et le type des éléments d'assistance.

- ii) Aider à susciter un programme de coopération économique et technique entre les pays les moins avancés et les pays en développement, ainsi qu'entre les pays les moins avancés et les pays industrialisés, en vue d'échanger des informations, des données d'expérience et des connaissances sur les problèmes de l'industrialisation. Les institutions donatrices devraient en particulier créer les mécanismes nécessaires à cette coopération, et se charger de mettre au point les politiques et les programmes voulus pour faciliter la mise en oeuvre des opérations de coopération mutuellement approuvées, ainsi que de dégager les fonds nécessaires.

De façon plus spécifique, l'ONUDI et les autres institutions multilatérales ou organisations bilatérales donatrices devraient concentrer leurs efforts sur la planification et la programmation du développement industriel dans les pays les moins avancés, augmenter l'ampleur de l'assistance à ces pays et améliorer les conditions actuelles de cette assistance, et adopter des programmes concrets de formation en vue de limiter les problèmes de main-d'oeuvre dans l'industrie. Tous ces points pourraient être précisés le cas échéant.

En matière de planification et de programmation, les donateurs multilatéraux et bilatéraux devraient donc :

- i) Augmenter l'assistance technique octroyée aux pays les moins avancés pour la planification de leur secteur industriel (au moyen de services consultatifs) ainsi que pour la réalisation de divers projets et pour l'exercice de certaines fonctions clefs au niveau des entreprises;
- ii) Elaborer des programmes et des projets spécialement conçus en fonction des besoins des pays les moins avancés : création des petites et moyennes entreprises, d'ateliers, de domaines industriels, etc. Tout aussi importantes sont les mesures de nature à promouvoir l'emploi des ressources naturelles locales, la mise au point et l'adoption de techniques appropriées, l'industrialisation rurale et les créations d'emploi;

- iii) Contribuer à l'étude des causes de capacités excédentaires et à la solution de ce problème dans les industries existantes, que ce soit dans le contexte des économies nationales ou multinationales des pays les moins avancés,
- iv) Formuler des politiques et des programmes de coopération entre les pays en développement en vue d'une industrialisation plus rapide. L'assistance au stade de la mise en oeuvre serait un aspect important de cette proposition.

En ce qui concerne les problèmes financiers, on pourrait envisager les mesures ci-après :

- i) Accroître l'assistance générale (financière ou technique) en augmentant les contributions provenant des sources existantes et en recherchant de nouvelles sources.
- ii) Créer un mécanisme de coordination pour rationaliser et programmer toute l'assistance au développement industriel des pays les moins avancés;
- iii) Améliorer les conditions actuelles de l'assistance grâce à des mesures telles que le financement local des coûts, la suppression ou la limitation des obligations de contrepartie, les acquisitions gratuites de devises en cas de subvention bilatérale, l'octroi d'une assistance multi-annuelle, le financement des projets au-delà des stades du préinvestissement et y compris le stade de la production effective, etc.

Enfin, dans le domaine de la formation professionnelle, des efforts vigoureux s'imposent de la part des organisations donatrices pour permettre aux pays les moins avancés de remplir les postes actuellement occupés par des étrangers ainsi que pour établir des ressources en personnel spécialisé correspondant à la demande et à la croissance du secteur.

Il s'ensuit que :

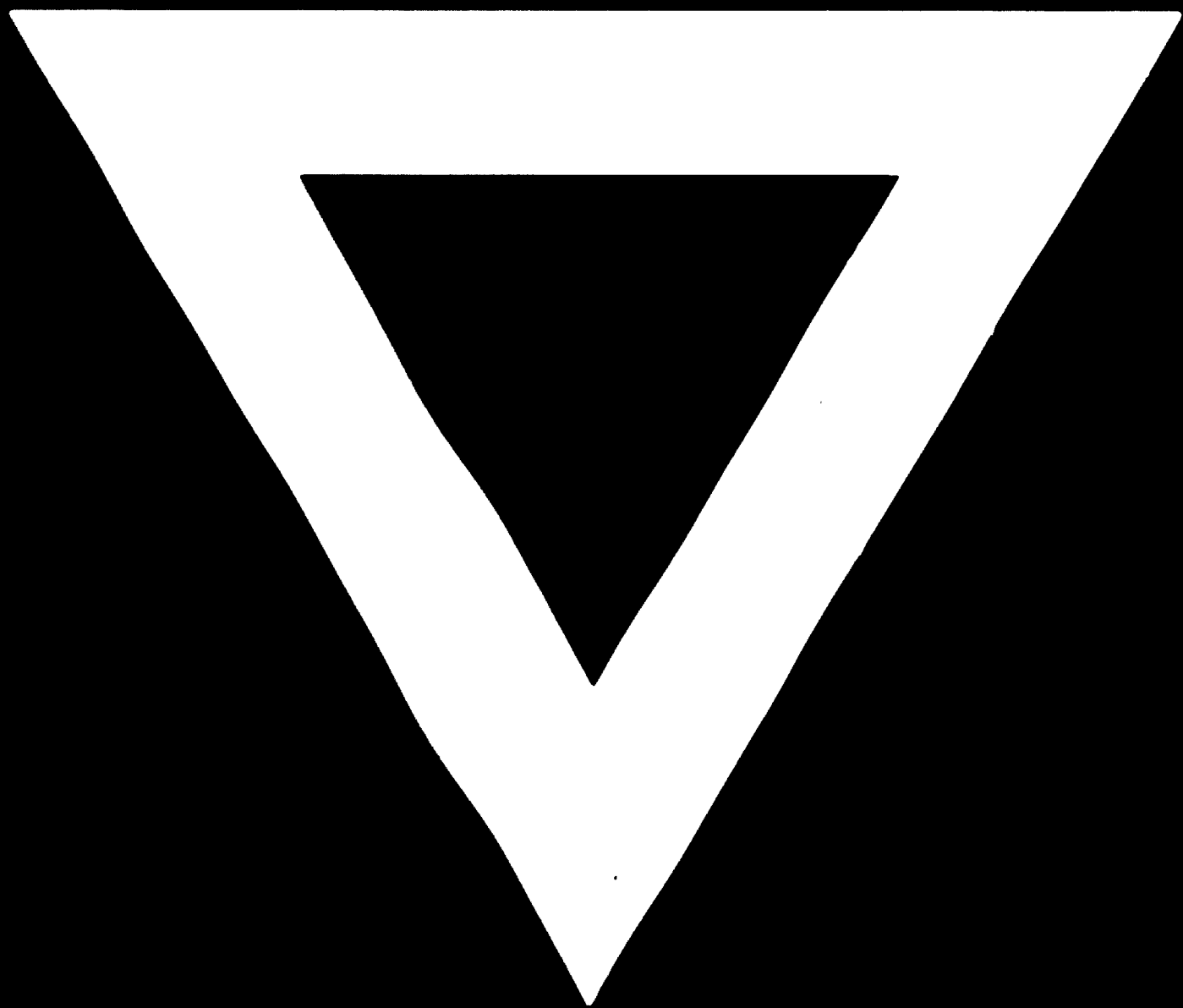
- i) La formation offerte dans les établissements d'enseignement actuels doit être évaluée et réorganisée à la lumière des besoins présents et futurs de l'industrie.

- ii) Les programmes de formation doivent mettre l'accent sur les méthodes ayant un effet multiplicateur maximum (formation d'instructeurs locaux, déplacement des instructeurs étrangers plutôt que du personnel à former) afin de garantir un renouvellement constant des ressources en experts locaux.
- iii) Des programmes de formation accélérée doivent être conçus et réalisés en fonction des besoins immédiats du secteur.

Pour conclure, nous répéterons que la tâche à entreprendre par les organisations donatrices internationales et l'assistance qu'elles peuvent fournir ne constitueront pas à elles seules un remède miraculeux à tous les problèmes de l'industrialisation dans les pays les moins avancés. Les principaux efforts incombent à ces pays eux-mêmes. Un pas essentiel dans cette direction serait l'adhésion à un plan de développement conçu selon les règles. Ce plan engloberait plusieurs approches, techniques, modèles de développement, etc., étudiés en détail et mis en oeuvre avec soin. Nous ne nous attarderons pas sur ce point, le présent document n'ayant pas pour but de fournir une description stratégique de ces modalités. Si nous en avons parlé, c'est uniquement pour souligner l'importance de la planification, avec toutes les conséquences qu'elle comporte pour la réforme administrative, le remaniement des institutions, la réorganisation économique les changements d'orientation et les impératifs politiques.



B - 323



77.09.19